



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0004138
Bénéficiaire :	41522541600056 SUD FORMATION
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	41522541600056
Raison sociale :	SUD FORMATION
Adresse :	RDC 13010 MARSEILLE



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI10.3 - OS5c-1 - 2016 - ETAPS Convention Justice / Région
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Locaux SUD FORMATION
Adresse :	- Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5c-1 : Augmenter l'accès des publics sous main de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 15 juin 2016	Décisionnel	Dématérialisé	15/06/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 30 mars 2020	Décisionnel	Dématérialisé	30/03/2020	

Description de l'opération
Objectifs recherchés :
Le but de l'action ETAPS Convention Justice Région de Sud Formation est d'accompagner des jeunes de 16 à 25 ans en difficulté (rupture avec les dispositifs de droit commun, errance éducative, difficulté de maîtrise des savoirs de base) avec une priorité pour le public de 16 à 21 ans, et qui peuvent cumuler plusieurs problématiques (suivi par les services d'Aide à



l'Enfance, les Services de Prévention Spécialisée, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, et les Services d'Insertion et de Probation).

Le projet de SUD FORMATION , par l'éducation et la formation, entend donner accès à ses participants aux premiers savoirs indispensables à leur insertion sociale, notamment sur le marché du travail, tout en prenant en compte l'individualité de leur histoire, en les valorisant, et en faisant jouer la synergie des partenaires institutionnels, sociaux, et économiques de la structure.

Pour atteindre ce but, la personne bénéficiaire doit avoir au préalable un minimum requis de stabilité sociale et psychologique.

C'est pourquoi, la structure a établi les objectifs spécifiques suivants :

- L'accompagnement du jeune dans la résolution de ses problèmes psychosociaux
- La restauration, voire l'instauration de la communication à autrui et du lien social
- La valorisation personnelle et sociale
- La connaissance et le développement du potentiel créatif, relationnel, cognitif et projectif
- L'élaboration d'un projet professionnel dans un projet de vie
- La (ré) acquisition de savoirs de base.
- L'initialisation d'un portefeuille de compétences

Ainsi, au cours de la formation, le jeune pourra développer les capacités nécessaires à son insertion sociale et professionnelle, développer des compétences préprofessionnelles (par le chantier école), découvrir des situations de travail (par les missions en entreprise), se sensibiliser aux exigences du métier, et apprendre à apprendre.

Par ces éléments, l'action s'inscrit pleinement dans le cadre de l'Appel à Propositions PI 10.3 –OS5c – 1 -2016 intitulé «Augmenter l'accès des publics sous main de justice et des jeunes ayant le moins d'opportunité dans des actions d'accompagnement, d'orientation et de formation »

En effet, cet appel à propositions a vocation à soutenir les actions qui vont conduire les publics concernés à :

- Participer activement à la construction de leur parcours d'intégration sociale et d'insertion professionnelle (mise en œuvre de leur implication active au fonctionnement de l'action de formation : contrats pédagogiques, instances de participation) : Ici, le public suit une formation à laquelle il prend part activement en s'engageant par un contrat d'objectifs, il participe aussi à un chantier école, et élabore ses projets de vie et professionnel. Des temps de réflexion sur ses acquisitions, ses expériences pendant la formation, en centre et dans les autres structures d'accueil seront aussi mis en place. Enfin, le module communiquer en français afin de faire face à des situations professionnelles répond aussi à cet objectif.

- Vivre des expériences de situations d'implication dans le monde social et/ou professionnel (implication dans un projet d'intérêt général, d'utilité sociale, la participation à une activité en atelier et/ou en chantier école et/ou en entreprise) : Ici, le jeune sera positionné sur un travail de l'environnement social et professionnel auquel il est confronté , notamment lors de mises en situation ( dans le cadre de fonctions dans l'entreprise, d'activités et consignes liées à une situation professionnelle, et d'interactions écrites et orales rencontrées dans ces contextes), il suivra aussi un module concernant la conduite de projets citoyens et environnementaux (respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales).

- Rechercher et mettre en œuvre des solutions aux difficultés de leur vie constituant des obstacles à l'insertion : éducation à la santé, information sur les addictions, accès au droit, connaissance de l'institution judiciaire, droit au logement, économie et vie sociale : En l'espèce, le projet prévoit la résolution de problèmes psychosociaux entravant la progression sociale du jeune, par l'accompagnement et le traitement par la coordinatrice, des difficultés liées au logement, à la santé, etc. Par ailleurs, des entretiens réguliers entre l'éducateur référent et le jeune ont lieu afin de régler les difficultés multiples que ce dernier rencontre. Le public est donc bien accompagné sur le plan social et sanitaire.

Le parcours, avec plus de 8 modules adaptés (communiquer en français, mathématiques et logique, élaborer son projet professionnel, conduite de projets citoyens et environnementaux, informations et technologies, chantier école, développer son potentiel par le sport, développer ses compétences de créativité) répond aux besoins éducatifs spécifiques du jeune en difficulté.

Diversifié et touchant des domaines pertinents, il se révèle aussi flexible car adapté à chaque jeune en fonction de son niveau, notamment en communication orale (débutant, intermédiaire, avancé), et à l'écrit (public analphabète, illettré, et en remise à niveau).



En définitive, le projet ETAPS Convention Justice-Région, par son dispositif de modules et son action directe auprès du jeune dans le cadre de l'insertion, présente des outils et des objectifs tout à fait en adéquation à la volonté de l'appel à propositions OS 5c -1 2016 « Augmenter l'accès des jeunes sous main de justice et des jeunes ayant le moins d'opportunités d'accompagnement d'orientation et de formation. »

### Objectifs recherchés :

#### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'action doivent permettre :

- L'accompagnement du jeune dans la résolution de ses problèmes psychosociaux qui constituent une entrave à la dynamique du jeune ;
- La restauration (instauration) de la communication à autrui et du lien social ;
- La valorisation personnelle et sociale ;
- La connaissance et développement du potentiel créatif, relationnel, cognitif et projectif ;
- L'élaboration d'un projet professionnel dans un projet de vie ;
- La (ré) acquisition des savoirs de base :
  - ↳ Préparation à la qualification,
  - ↳ Préparation à l'emploi

Les objectifs de formation sont de :

L'accompagnement du jeune dans la résolution de ses problèmes psychosociaux qui constituent une entrave à sa progression.

- La restauration (instauration) de la communication à autrui et du lien social ;
- La valorisation personnelle et sociale ;
- La connaissance et développement des capacités créatives, relationnelles, cognitives et projectives ;
- L'élaboration d'un projet professionnel dans un projet de vie ;
- La (ré) acquisition des savoirs de base permettant l'articulation d'une phase préparatoire à une étape ultérieure, en s'étayant sur la validation du C.F.G. (selon les compétences du jeunes).
- Développer les capacités nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle,
- Développer des compétences préprofessionnelles par le biais du chantier école,
- Découvrir des situations de travail par le biais de missions en entreprise,
- Se sensibiliser aux exigences de métiers,
- Apprendre à apprendre,
- Initialisation du portefeuille de compétences,

L'objectif général de l'action, est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté par :

- La prise en compte du jeune dans la globalité de sa problématique et dans sa spécificité,
- La valorisation des aptitudes et potentiels individuels,
- L'inscription et la construction dans un parcours global et donc l'implication permanente et le développement de partenariats institutionnels, sociaux et économiques

### Résultats escomptés (cible visée)

- Acquisition d'une première qualification ou l'élévation de leur niveau de qualification via le dispositif de formation professionnelle ETAPS CJR.
- Augmenter les capacités d'expression et de démonstration des savoir-faire et savoirs
- Développement du potentiel via des projets collectifs sportifs ou culturels
- Formalisation d'un projet en vue de favoriser une insertion professionnelle

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2016	Fin : 31/12/2016
------------------------------------	--------------------	------------------

Démarrage de l'action le 01 janvier 2016/ date de fin le : 31/12/2016,

Informations collectives (et/ou entretiens individuels de recrutement) tous les mardis et vendredis matins avec les référents :

Sud Formation, mission locale, éducateurs,

Recrutement sous la modalité d'entrées/sorties permanentes,

Comités de suivi trimestriels,



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



Comité de pilotage institutionnel une fois par an.  
Comité technique une fois par an.

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( TTC)
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	0,00 €
Dépenses directes de personnel			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés	Indirect	Fonctionnement	0,00 €
Dépenses directes et indirectes-40%			
Total :			0,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse			0,00			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur				0,00			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur				0,00			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur				0,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen		Auc / Aucun régime d'aide		0,00			
<b>Total co- financier</b>					<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	
Bénéficiaire				100,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - PACA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Le solde de la demande de paiement a été considéré complet le 25 octobre 2017 suite à un dépôt de pièces complémentaires. Dans le cadre de la phase contradictoire menée avec la structure, et au vu des éléments comptables et non-comptables transmis au service FSE, le SI a été amené à réaliser un contrôle sur place, dans les locaux, le 3 septembre 2019.

Lors de cette rencontre, les pièces non-comptables remises lors du contrôle sur pièces et sur place, ont conduit le SI à signaler au bénéficiaire des irrégularités importantes. Les irrégularités constatées portent essentiellement sur la non-conformité :

- des feuilles d'entretien avec les stagiaires, questionnaires de satisfaction, des feuilles d'émargement : problème de publicité et de réalité des signatures,
- des fiches pédagogiques des formateurs, des synthèses de parcours, des accompagnements à l'emploi, des bilans pédagogiques : problème de publicité et de réalité des signatures, de décompte du temps passé pour réaliser les activités et de lien traçable avec l'opération cofinancée,
- les devis fournis pour l'achat des activités sportives : les 3 devis fournis ne portent pas sur les mêmes activités sportives, le numéro de SIRET d'un des prestataires n'est pas valide.

L'ensemble des éléments relatifs au contrôle sont consignés dans le rapport de contrôle sur place.

Ces irrégularités conduisent également à la non-sécurisation du forfait à 40%, accordé au titre du projet, notamment sur le respect de la mise en concurrence et de la comptabilité analytique.

Compte tenu de ces faits et du non-respect des clauses de la convention, le SI a informé le bénéficiaire, par courrier recommandé du 3 décembre 2019, que, sauf élément(s) complémentaire(s) transmis par l'organisme, le SI serait amené à écarter l'ensemble des dépenses présentées sur le projet, soit 90 957.17€ ; portant donc la part FSE au projet à 0 €. Le bénéficiaire n'a transmis aucune pièce complémentaire. Le SI porte donc la part FSE au projet à 0€ et procède à sa déprogrammation.

Par ailleurs, au regard de l'avance de 20 405.84€ perçue par le bénéficiaire, le SI a procédé le 7 février 2020 à la mise en recouvrement de cette somme, en lien avec les services de la paierie régionale. Cette somme correspond à un trop perçu étant donné le nouveau montant de dépenses justifiées issues de ce contrôle.